



MAIRIE DE GRETZ-ARMAINVILLIERS
69 rue de Paris - 77220 GRETZ-ARMAINVILLIERS

●
ARRETE MUNICIPAL N° 0002026_104

**ARRÊTÉ PORTANT CRÉATION ET MISE EN ŒUVRE DE TRAITEMENTS
AUTOMATISÉS PAR LES COMMUNES AYANT POUR OBJET LA RECHERCHE ET LA
CONSTATATION DES INFRACTIONS PÉNALES PAR LEURS FONCTIONNAIRES ET
AGENTS HABILITÉS**

Arrondissement de TORCY

Le Maire de la ville de Gretz-Armainvilliers,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiées, notamment ses articles 26, 27 et 29 ;

Vu Décret n° 2018-687 du 1er août 2018 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles

Vu l'arrêté du 14 avril 2009 (Journal Officiel de la République Française du 05 juin 2009) autorisant la mise en œuvre de traitements automatisés dans les communes ayant pour objet la recherche et la constatation des infractions pénales par leurs fonctionnaires et agents habilités (RU-009)

Vu Délibération n°2008-305 du 17 juillet 2008 portant avis sur un projet d'arrêté autorisant la mise en œuvre de traitements automatisés dans les communes ayant pour objet la recherche et la constatation des infractions pénales par leurs fonctionnaires et agents habilités

Vu l'avis de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés en date du 04 décembre 2013, réceptionnés de déclaration **N°1725777 V0 et 1725763 V0** ;

ARRÊTE

Article 1 : Il est créé à la mairie de Gretz-Armainvilliers, service de la Police Municipale, des traitements automatisés mis en œuvre par les communes ayant pour objet la recherche et la constatation des infractions pénales par leurs fonctionnaires et agents habilités.

Article 2 : Les traitements automatisés de données à caractère personnel autorisés par le présent arrêté comprennent tout ou partie des catégories de données et informations suivantes :

1° Pour la tenue du registre de « main courante » :

a) Données relatives aux personnes faisant l'objet de l'intervention :

- 1. Le nom, le nom d'usage et le(s) prénom(s) ;
- 2. La date et le lieu de naissance ;
- 3. Les coordonnées ;
- 4. Le nom du représentant légal lorsqu'il s'agit d'un mineur ou d'un majeur incapable ;

b) Informations relatives à l'intervention :

- 1. L'objet de la demande d'intervention ;
- 2. La date et l'heure de la demande d'intervention ;
- 3. Le lieu de l'intervention ;
- 4. La réponse donnée à la demande d'intervention ;
- 5. Les dates et heures de début et de fin d'intervention ;
- 6. Le numéro du rapport d'intervention ou du procès-verbal dressé à la suite de cette dernière ;

c) Données relatives à l'agent chargé de l'intervention : Ville de GRETZ-ARMAINVILLIERS 77220 – ANNÉE 2026

- 1. Le nom, le nom d'usage, le(s) prénom(s) et le matricule de l'agent chargé de l'intervention ;
- 2. Le nom, le nom d'usage, le(s) prénom(s) et le matricule des autres agents participant éventuellement à l'intervention ;

2° Pour l'élaboration et le suivi des rapports et procès-verbaux de constatation d'infractions :

a) Données relatives au contrevenant ou au mis en cause :

- 1. Le nom, le nom d'usage et le(s) prénom(s) ;
- 2. La date et le lieu de naissance ;
- 3. L'adresse ;
- 4. Les informations relatives à la pièce d'identité ;
- 5. La profession ;
- 6. Le nom du représentant légal lorsqu'il s'agit d'un mineur ou d'un majeur incapable ;

b) Informations relatives à l'infraction :

- 1. Le lieu de l'infraction ;
- 2. La date et l'heure de l'infraction ;
- 3. La nature de l'infraction ;
- 4. Le code NATINF de l'infraction ;
- 5. Le numéro d'immatriculation du véhicule, en cas d'infraction au code de la route ;
- 6. Le numéro du procès-verbal ;
- 7. La date de la transmission du rapport ou du procès-verbal à l'officier de police judiciaire territorialement compétent
- 8. La date et l'heure de mise à disposition éventuelle du mis en cause à l'officier de police judiciaire territorialement compétent

c) Données relatives à l'agent verbalisateur :

- 1. Le nom, le nom d'usage, le(s) prénom(s) et le matricule de l'agent verbalisateur ;
- 2. Le nom, le nom d'usage, le(s) prénom(s) et le matricule des autres agents participant éventuellement à l'intervention

d) Données relatives à la victime :

- 1. Le nom, le nom d'usage et le(s) prénom(s) ;
- 2. La date et le lieu de naissance ;
- 3. L'adresse ;
- 4. Les informations relatives à la pièce d'identité ;
- 5. La profession ;
- 6. Le nom du représentant légal lorsqu'il s'agit d'un mineur ou d'un majeur incapable ;

e) Eléments relatifs à la proposition éventuelle de transaction prévue à l'article 44-1 du code de procédure pénale :

- 1. Date d'envoi de la proposition de transaction au contrevenant ;
- 2. Mention de l'acceptation ou du refus du contrevenant ;
- 3. Mention et date de l'homologation par le procureur de la République

Article 3 : Durée de conservation :

1° Les données et informations enregistrées dans les traitements, à l'exclusion de celles ayant pour objet le suivi des amendes forfaitaires, sont conservées trois ans au plus à compter de leur enregistrement. Les données et informations sont ensuite archivées ou détruites.

2° Les données et informations enregistrées dans les traitements ayant pour objet le suivi des amendes forfaitaires sont supprimées à compter du paiement de l'amende par le contrevenant dans le délai prévu aux articles 529-1 ou 529-9 du code de procédure pénale, ou à compter de l'expiration de ce délai en cas de non-paiement de l'amende.

Article 4 : Destinataires des données :

1° Sont seuls autorisés à accéder directement aux données et informations contenues dans les traitements les agents (agents de police municipale ; gardes champêtres ; agents de surveillance de la voie publique ; fonctionnaires et agents territoriaux habilités, en matière de santé, d'environnement et d'interdiction de fumer dans les lieux publics ; fonctionnaires et agents territoriaux commissionnés par le maire, agréés par le procureur de la République et assermentés, en matière d'urbanisme, fonctionnaires et agents territoriaux désignés par le maire, agréés par le procureur de la République et assermentés, en matière de nuisances sonores) individuellement désignés et spécialement habilités par le maire, dans la limite de leurs attributions;

2° Peuvent également être destinataires de ces données et informations, par l'intermédiaire du responsable du traitement, à raison de leurs attributions ou de leur droit à en connaître pour l'exercice de leurs missions :

- Le Maire de la Ville de Gretz-Armainvilliers ;
- Les fonctionnaires de la police nationale pour certains traitements ;
- Les magistrats du parquet ;
- L'officier de police judiciaire territorialement compétent ;
- Les membres des services d'inspection mentionnés à l'article L. 2212-8 du code général des collectivités territoriales, dans le cadre de la procédure de vérification mentionnée à cet article.

Article 5 : Informations des personnes (droits) :

Le droit d'accès et de rectification s'exerce par courrier auprès de la Police Municipale, 69 rue de paris 77220 GRETZ-ARMAINVILLIERS, conformément aux articles 39 et 40 de la loi du 6 janvier 1978, modifiée par la loi du 6 août 2004. Les données conservées dans les traitements pourront être mises à jour, notamment à la demande de l'auteur de l'infraction, en particulier lorsque les faits auront été requalifiés par l'autorité judiciaire. De même, les données relatives à des faits ayant donné lieu à une relaxe devenue définitive ou à une décision de classement sans suite pour insuffisance de charges seront effacées sans délai dès que le responsable du traitement en a connaissance.

Le droit d'opposition prévu à l'article 38 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée ne s'applique pas aux traitements mentionnés au présent arrêté.

Article 6 : Monsieur le Chef de la Police municipale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'un affichage permanent dans les locaux de la police municipale.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, auprès du tribunal administratif de Melun. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr ;

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Seine-Et-Marne ;
- Monsieur le chef de la police municipale ;



Fait à GRETZ-ARMAINVILLIERS, le 2 juillet 2026.
Le Maire,

Jean-Paul GARCIA ROBIN.

